



La division du Soudan, ou l'échec de la paix américaine

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. La division du Soudan, ou l'échec de la paix américaine. Béatrice Giblin. Les conflits dans le monde. Approche géopolitique, Armand Colin, pp.221-233, 2016, collection U, 978-2-200-61161-3. halshs-01348418

HAL Id: halshs-01348418

<https://shs.hal.science/halshs-01348418>

Submitted on 30 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Béatrice GIBLIN

Collection
U

LES CONFLITS DANS LE MONDE

Approche géopolitique

2^e édition



ARMAND COLIN

La division du Soudan, ou l'échec de la paix américaine

LE SOUDAN A ÉTÉ, de son indépendance en 1956 à la proclamation officielle de la sécession du Sud le 9 juillet 2011, le plus grand État d'Afrique, avec 2,5 millions de km². Les conflits qui l'ont déchiré depuis le départ du colonisateur britannique auront porté sur deux questions essentielles : la possibilité de construire un État qui fit place à tous ses citoyens, quelle que soit leur origine ethnique ou leur appartenance religieuse, et l'élaboration d'un modèle de développement économique et social qui rendrait cette unité possible. La réponse à ces questions est aujourd'hui négative. Pour autant, l'indépendance du Sud n'est pas la panacée rêvée. Le clivage n'est en effet pas tant Nord-Sud que centre-périphérie.

La première guerre (1955-1972)

La première rébellion éclate avant même l'indépendance, en réponse à l'intention britannique de remettre celle-ci aux élites nordistes, héritières des esclavagistes du XIX^e siècle. La guerre civile, dévastatrice et ruineuse, entraîne en 1969 un coup d'État militaire dirigé par le colonel Jaafar Nimeiri, prêt à faire les concessions nécessaires à la paix. Celle-ci est signée en juillet 1972 à Addis-Abeba, grâce à la médiation de l'empereur Haïlé Sélassié et des Églises.

Le Sud-Soudan, vaste territoire de 650 000 km², obtient un statut de large autonomie, avec un Parlement et un gouvernement régionaux, dont le président est en même temps vice-président de l'ensemble du pays. Installées à Juba, la capitale, ces institutions ont compétence sur toutes les questions locales, ainsi que sur le développement économique. Le budget central est censé affecter les ressources qui permettront au Sud, dépourvu de toute infrastructure, de rattraper le niveau d'équipement du Nord. Entamée dans l'enthousiasme, cette expérience tournera vite court. En effet, le Nord ne

remplit pas ses engagements et s'efforce de diviser pour régner, jouant ainsi sur les dissensions existant entre les trois provinces du Sud : d'un côté, les deux provinces du Haut-Nil et du Bahr el-Ghazal, autour de la cuvette marécageuse du Haut-Nil; ces régions sont habitées par de grands peuples d'éleveurs transhumants de souche nilotique, comme les Dinka, en contact ancien avec le Nord; et de l'autre, les Équatoriens, pour la plupart paysans de la forêt, à proximité des frontières avec le Kenya, l'Ouganda, le Congo et la RDC.

À partir de 1977, le régime s'islamise et revient sur les concessions faites aux Sudistes : redivision du Sud en trois régions (Equatoria, Bahr el-Ghazal et Haut-Nil), éviction des fonctionnaires dinka et, surtout, refus de partager avec le Sud la manne pétrolière à venir, pourtant située pour l'essentiel dans le sous-sol du Sud. Le projet de creusement du canal de Jonglei, qui démarre en 1978, destiné à assécher les marais du Haut-Nil pour fournir un surcroît d'eau au Nord et à l'Égypte, provoque aussi l'inquiétude des peuples d'éleveurs concernés.

La deuxième guerre (1983-2005)

La guerre reprend en mai 1983 avec la mutinerie de la garnison de Bor, sur le Nil Blanc. Elle est menée par une nouvelle organisation, le Mouvement de libération des peuples du Soudan (SPLM en anglais), dirigé par John Garang, ancien rebelle *Anyanya* devenu colonel de l'armée soudanaise et professeur d'économie agricole à l'université de Khartoum. Cette fois, la rébellion ne revendique plus l'indépendance ni même l'autonomie du Sud-Soudan.

Le manifeste fondateur affirme le caractère national du mouvement qui lutte pour la reconnaissance des droits de tous les peuples marginalisés, pour la plupart périphériques, au sein d'un État unitaire et laïque. Il s'agit donc de mettre fin au monopole du pouvoir politique et économique détenu par une minorité issue de la vallée du Nil au nord de Khartoum. Celle-ci s'incarne depuis le XIX^e siècle dans deux confréries islamiques dirigées par deux grandes familles : la Khatmiya et la Mahdiya. L'appel du SPLM s'adresse donc à tous les Soudanais, mais d'abord aux peuples périphériques du Sud, de l'Ouest (Darfour), du Nord (Nubiens) et de l'Est (Béja), ainsi qu'à ceux de la zone de transition entre le Nord et le Sud : le district d'Abyei, les monts Nouba et le sud du Nil Bleu.

Années 1980 : le SPLM, un mouvement « révolutionnaire » du Tiers-Monde

Le SPLM est soutenu par l'Éthiopie de Mengistu Hailé Mariam, le « Négus rouge », lui-même « client » de l'URSS et du bloc socialiste. Le SPLM

région d'origine, où les clans dinka et nuer vivaient jusque-là en harmonie. Le SPLA-United prétend lutter pour l'indépendance du Sud-Soudan, à l'opposé de la doctrine unitaire de Garang. Toutefois, dépourvu de soutien extérieur, il ne peut survivre qu'en acceptant l'aide de Khartoum dont il devient rapidement un simple supplétif.

Se rétablissant militairement avec l'aide de l'Ouganda et de l'Érythrée, John Garang négocie en novembre 1994 avec Khartoum une déclaration de principes qui doit fournir le socle d'un règlement pacifique du conflit : le droit à l'autodétermination du Sud y est reconnu pour la première fois ainsi que la séparation de la religion et de l'État, et donc l'abrogation de la *charia*. Mais les négociateurs de Khartoum sont désavoués à leur retour par les « durs » du régime. En juin 1995, le SPLM se rapproche de l'opposition nordiste au régime avec laquelle il signe la déclaration d'Asmara, qui confirme sa volonté de rester dans l'ensemble soudanais et lui accorde une place centrale dans une Alliance nationale démocratique. Celle-ci réunit onze formations politiques, syndicales et militaires évincées par le régime islamique et choisit l'option militaire pour faire tomber le régime. Les forces du SPLM aident à ouvrir des fronts à l'est du Soudan, entre le Nil Bleu et la mer Rouge, avec un soutien affiché de l'Érythrée, devenue indépendante en 1993.

Le Soudan islamiste de Tourabi

Khartoum, qui a soutenu l'Irak contre la coalition internationale et qui a accueilli Oussama Ben Laden de 1992 à 1996, dans le cadre d'une politique active de promotion de la « révolution islamique mondiale », est isolé et mis au rang des États parias : en juin 1995, des agents de Khartoum tentent d'assassiner le président égyptien Hosni Moubarak en visite à Addis-Abeba ; en avril 1996, le Conseil de sécurité de l'ONU décrète des sanctions contre le Soudan, accusé de soutenir le terrorisme international, et les États-Unis instaurent un embargo commercial en novembre 1997.

Le 20 août 1998, à la suite des attentats contre les ambassades américaines à Dar-es-Salaam et à Nairobi qui braquent à nouveau les regards sur le Soudan, l'usine pharmaceutique Al-Shifa, soupçonnée de fabriquer des armes chimiques, est détruite par des missiles américains. Le bras de fer de l'administration Clinton avec le gouvernement soudanais trouve là son point culminant.

La guerre prend alors, au Sud, la forme de luttes entre seigneurs de la guerre dont les allégeances varient en fonction des intérêts financiers. Il en résulte une série de désastres humanitaires d'une ampleur sans précédent, provoqués par la soumission des agences de l'ONU aux interdictions du gouvernement soudanais et du SPLM de secourir les victimes.

1999 : l'ère pétrolière et la chute de Tourabi

En 1999, une nouvelle ère s'ouvre avec la mise en exploitation des ressources pétrolières du Centre-Sud du pays, qui devient rapidement un exportateur non négligeable de pétrole (300 000 barils par jour en 2002, 450 000 en 2005). L'exploitation pétrolière transforme les enjeux de la guerre :

- il est impératif pour le gouvernement et les investisseurs étrangers de sécuriser les concessions et le tracé de l'oléoduc long de 1 500 km qui rejoint le terminal de Bashair, sur la mer Rouge; la population de la région, pour l'essentiel des pasteurs nouer, est exterminée par une combinaison de moyens modernes (hélicoptères blindés) et traditionnels (milices tribales). Les compagnies étrangères, peu confiantes dans l'efficacité et la loyauté de l'armée, embauchent leurs propres milices, encadrées par des mercenaires étrangers; chaque chef local s'efforce à contrôler une zone stratégique, ou à s'ériger en protecteur d'une compagnie ou d'un champ pétrolifère. Au fil des mois, le SPLM perd du terrain, face à l'armement neuf déployé par Khartoum et aux milices recrutées grâce aux fonds du pétrole;

- les ressources tirées du pétrole, de l'ordre d'un million de dollars par jour, sont affectées à l'achat d'armes plus sophistiquées et plus meurtrières (hélicoptères de fabrication russe, par exemple);

- l'intérêt stratégique du Soudan suscite une mansuétude nouvelle des pays occidentaux, tandis que l'engagement des compagnies nationales chinoise et malaysienne resserre les liens entre le Soudan et ces deux pays, dont l'un est une puissance mondiale qui occupe un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et l'autre une NPI, un « petit dragon » musulman, qui allie la modernité technologique et financière occidentale à une identité musulmane forte et agressive. D'autres engagements, comme ceux de Talisman (Canada), de Lundin (Suède) ou de OBW (Autriche) attirent l'attention des groupes de défense des droits de l'homme en Occident, ce qui contraint ces investisseurs à se défaire de leurs actifs ou à différer leurs opérations.

Sur la scène politique internationale, Khartoum regagne progressivement du terrain, après la mise à l'écart en 1999 d'Hassan el-Tourabi; en février 2001, celui-ci est finalement mis en résidence surveillée après que son mouvement, le Congrès national populaire, a signé un accord de circonstance avec le SPLM, proposant de concéder l'abolition de la *charia* et le droit à l'autodétermination des sudistes.

2001 : l'administration Bush et la quête de la *pax americana*

L'attentat du 11 septembre 2001 à New York vient rappeler les liens entre le régime de Khartoum et Al-Qaïda. Ce souvenir jette un froid sur le rapprochement engagé entre les États-Unis et le Soudan; les Américains exigent

de pouvoir consulter tous les documents relatifs au terrorisme dont dispose Khartoum et obtiennent même la livraison d'une vingtaine de terroristes. Cependant, ils se refusent encore à normaliser leurs relations avec Khartoum et à lever l'embargo commercial.

L'administration Bush exige des Soudanais une preuve de sincérité dans leur recherche de la paix. Une mission du sénateur John Danforth est envoyée à Khartoum et en revient avec quatre points tests de l'engagement des belligérants : interdiction de bombarder les civils ; arrêt du trafic d'esclaves ; cessez-le-feu humanitaire de six mois renouvelables dans les monts Nouba ; ouverture de corridors et de fenêtres humanitaires au Sud.

Le gouvernement central et le SPLM n'ont d'autre choix que d'accepter ces exigences. Sous l'égide de l'IGAD, des négociations de paix sont ouvertes à Machakos, au Kenya. Un accord-cadre est signé le 20 juillet 2002, portant sur la cessation des hostilités et le partage du pouvoir et des richesses. Khartoum accepte la perspective d'un référendum d'autodétermination qui pourrait mener à l'indépendance du Sud. Cette concession majeure soulève de multiples questions et des inquiétudes au sein du régime et de ses supporters du Nord ainsi que dans les pays arabes et musulmans. L'Égypte, en particulier, exprime ses craintes quant au contrôle des eaux du Nil.

La marche à l'indépendance du Sud

Il faudra encore deux ans et demi pour parvenir, le 9 janvier 2005, à la signature de l'accord de paix global (*Comprehensive Peace Agreement*) à Naivasha, au Kenya. Entre-temps, une autre guerre est déclenchée, en novembre 2002, au Darfour, par deux mouvements armés qui revendiquent la prise en compte de leurs propres revendications, sur le modèle des négociations en cours. La contre-insurrection menée par le régime soudanais, avec l'assentiment tacite des parrains occidentaux des négociations de Naivasha, sera d'une violence inouïe : plus de 300 000 morts, et plus de 2,5 millions de personnes déplacées sur 7 millions d'habitants.

La contre-insurrection gouvernementale au Darfour, un contre-feu à la paix au Sud

Les États-Unis, suivis par le Royaume-Uni, ont donné le feu vert au gouvernement de Khartoum pour écraser la rébellion naissante au Darfour, alors que les négociations avec le SPLM semblaient en passe d'aboutir. La signature de cet accord de paix leur paraissait en effet un gage de solution à tous les problèmes d'intégration nationale, dès lors que le SPLM participerait au pouvoir à Khartoum. Cette analyse reposait cependant sur de fausses prémisses : d'une part, il n'était pas envisagé que le gouvernement

de Khartoum s'engage dans une guerre d'anéantissement (pourtant indispensable à ses yeux pour maintenir son contrôle sur l'ensemble du pays, alors que les négociations de paix imposées par les Occidentaux le fragilisaient); d'autre part, le SPLM n'était pas disposé à défendre les intérêts des autres mouvements de rébellion contre Khartoum, ni à partager les concessions chèrement acquises après vingt ans de guerre avec les mouvements qui apparaissaient au Nord.

Deux mouvements rebelles se forment au Darfour : le premier, le Mouvement de libération du Soudan, pluriethnique et laïque, opère sur le pourtour du jebel Marra; le second, le Mouvement pour la justice et l'égalité, à base islamiste et tribale (un clan marginal de l'ethnie zaghawa), est implanté à la frontière tchado-soudanaise et dans les confins désertiques du nord. Tous deux nouent une alliance de circonstance en février 2003 et parviennent à s'emparer de postes de police, puis de localités isolées. Le gouvernement est pris en défaut. L'armée nationale compte certes plus de 150 000 hommes, mais elle est pour l'essentiel cantonnée au Sud. Et elle n'est pas encline à s'engager dans une nouvelle guerre, après vingt ans de combats très éprouvants au Sud-Soudan. D'autant plus que le Darfour appartient au Nord, au *dar el-islam*, et que cette nouvelle guerre appelle à leurs yeux un règlement politique plutôt que la répression aveugle qui paraissait licite au Sud ou dans les monts Nouba. Les rebelles sont ainsi maîtres du terrain. Le gouvernement a donc recours à l'articulation éprouvée de l'aviation (bombardiers Antonov et hélicoptères de combat) et de milices tribales opérant au sol.

La contre-insurrection entraîne le déplacement massif des villageois en direction des villes et des camps installés à la hâte. Ces déplacements répondent également au souhait des autorités de placer la population supposée rebelle sous son contrôle et de récupérer durablement le « Darfour utile », celui des populations sédentaires (les Four et les nombreux autres peuples du Darfour central) qui s'inscrivent dans le triangle formé par les trois capitales régionales (Nyala, El-Facher, El-Geneina).

À partir de mars-avril 2004, la répression embrase l'est et le sud du Darfour où une partie de la rébellion s'est repliée, le long de l'axe Nyala-El-Facher et le long de la route de Nyala à El-Daeïn vers le sud-est. D'avril à octobre 2004, la population déplacée passe à 1,6 million et le nombre de réfugiés au Tchad se stabilise à 200 000.

Le gouvernement central, ayant atteint ses buts de guerre, se conforme alors aux demandes de la communauté internationale.

Deux accords de cessez-le-feu, l'un signé à Abéché le 3 septembre 2003, l'autre à Ndjamena le 8 avril 2004, permettent l'arrivée de l'aide humanitaire et le déploiement à partir d'août 2004 d'observateurs de l'Union africaine chargés de surveiller l'application de l'accord de Ndjamena. C'est alors un déferlement d'aide et de personnels qui investissent les grandes

villes et quelques points d'appui locaux. On compte, dès 2005, 80 ONG qui emploient 14 000 agents étrangers et locaux. L'ONU et l'Union africaine, paravents des implications américaine et européenne, poussent à l'ouverture de négociations entre le gouvernement soudanais et les deux groupes rebelles du Darfour, à Abuja, au Nigeria. L'accord de paix d'Abuja n'est finalement signé, le 5 mai 2006, que par une faction minoritaire. L'armée et ses milices reprennent l'offensive contre les bastions rebelles et la population civile tandis que des conflits meurtriers éclatent entre groupes nomades. Parallèlement, des groupes armés arabes, parfois d'anciens *janjawid*¹, se joignent à la rébellion après avoir pris conscience de la manipulation dont ils ont été l'objet de la part du gouvernement central, et de leurs intérêts communs avec les rebelles.

Une chape de silence est retombée sur le Darfour, après que le tsunami de décembre 2005 en Asie du Sud a détourné l'attention des médias et l'effort des humanitaires. Le gouvernement soudanais n'en a pas moins repris, depuis l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance en juillet 2011, sa guerre d'attrition contre la population du bastion montagneux et des steppes du Darfour et les groupes rebelles qui s'y maintiennent : le nombre de personnes nouvellement déplacées en 2013 s'élèverait, selon l'ONU, à 450 000 personnes, et en 2014, à 250 000, alors que pas un seul des 2,5 millions de déplacés n'a pu regagner son foyer et que les ONG humanitaires sont désormais privées d'accès à la région.

L'accord de paix global de Naivasha (9 janvier 2005) : un succès diplomatique en trompe-l'œil

Le *Comprehensive Peace Agreement* auquel aboutissent en janvier 2005, les négociations entamées au printemps 2002, prévoit un partage provisoire du pouvoir (un gouvernement d'unité nationale, des élections législatives auxquelles participerait le SPLM, désormais représenté au parlement de Khartoum, et un partage des richesses, en particulier pétrolières). Dès 2004, le sort des régions périphériques dont les mouvements rebelles ont rejoint le SPLM, est pris en compte : la province du Sud-Nil Bleu et les monts Nouba ont été traités dans des protocoles additionnels dès 2004, et devraient pouvoir opter pour des formes diverses d'autonomie, voire même, selon les interprétations, de réunion avec le Sud. Le SPLM domine par ailleurs le gouvernement semi-autonome du Sud qui se met en place à Juba. Dotée d'importantes recettes pétrolières, une administration sudiste se met

1. Milices recrutées pour l'essentiel dans les tribus chamelières des marges désertiques du Nord mues par l'appât du butin et l'espoir de se voir attribuer les terres fertiles et bien arrosées de leurs victimes sédentaires.

en place, avec l'aide des pays occidentaux. Cependant, le redéploiement des forces et le désarmement des milices ne s'opèrent pas sans mal. La zone frontalière d'Abyei, riche en pétrole, et peuplée à égalité de Dinka ngok et de pasteurs nomades arabisés, les Messeriya, demeure en effet une pomme de discorde entre Nord et Sud. À l'issue d'une période intérimaire de six ans, le référendum d'autodétermination du 9 au 15 janvier 2011 donne une majorité de 98 % à l'option de l'indépendance, qui sera proclamée le 9 juillet. Entre-temps, John Garang, l'homme qui incarnait la dernière chance de l'unité, décède dans un accident d'hélicoptère au Sud-Soudan, en août 2005, quelques semaines après son retour triomphal à Khartoum.

À Juba s'installe une administration sudiste issue des cadres de l'armée de libération. Ceux-ci se partagent le flot des revenus pétroliers qui font l'objet d'âpres négociations avec Khartoum. Ils sont néanmoins incapables d'entamer le développement des infrastructures et des services attendus par une population épuisée par vingt années de guerre et dont plusieurs millions d'habitants reviennent, démunis de tout, des camps de déplacés de Khartoum ou du Kenya.

Le nouveau gouvernement dispose de ressources enviables : le pétrole lui rapporte de 4 à 5 milliards de dollars par an, tandis que l'aide internationale se déverse à flots pour aider au décollage du 54^e État indépendant d'Afrique. Mais faute de cadres et d'une administration minimale, cet argent est dilapidé et détourné, et la population ne bénéficie en rien de l'indépendance. L'ONU, qui avec la Mission des Nations unies pour le Soudan du Sud (MINUSS), déploie une force armée et des cadres civils destinés à épauler l'administration locale, assiste sans réagir à la gabegie qui s'installe et y contribue même, avec un budget de plus d'un milliard et demi par an, dépensé en pure perte.

L'indépendance est confisquée par les anciens *fighters*, qui se comportent en terrain conquis. Ils sont issus pour l'essentiel des groupes d'éleveurs bovins de la cuvette du Haut-Nil, Dinka et Nouer, qui se déchirent pour les postes à pourvoir, sans aucune considération pour les besoins de la population. Tandis que la capitale, Juba, grandit sans contrôle et dépasse 500 000 habitants, sans qu'aucun service ni infrastructure ne soient mis en place, le gouvernement sud-soudanais annonce le 31 août 2012, un projet de nouvelle capitale Ramciel aux confins de la cuvette marécageuse du Haut-Nil : une sorte de Dubai des marais, d'un coût estimé à 10 milliards de dollars.

Par ailleurs, le pays bénéficie d'une des dernières étendues de terres cultivables vierges de la planète, ce qui attire les convoitises d'États en quête de sécurité alimentaire, comme la Chine, et de groupes d'investisseurs du Golfe. La mise à l'encan de ces terres occupées par des peuples d'agriculteurs ou d'éleveurs traditionnels se fait sans contrôle au bénéfice des barons du régime.

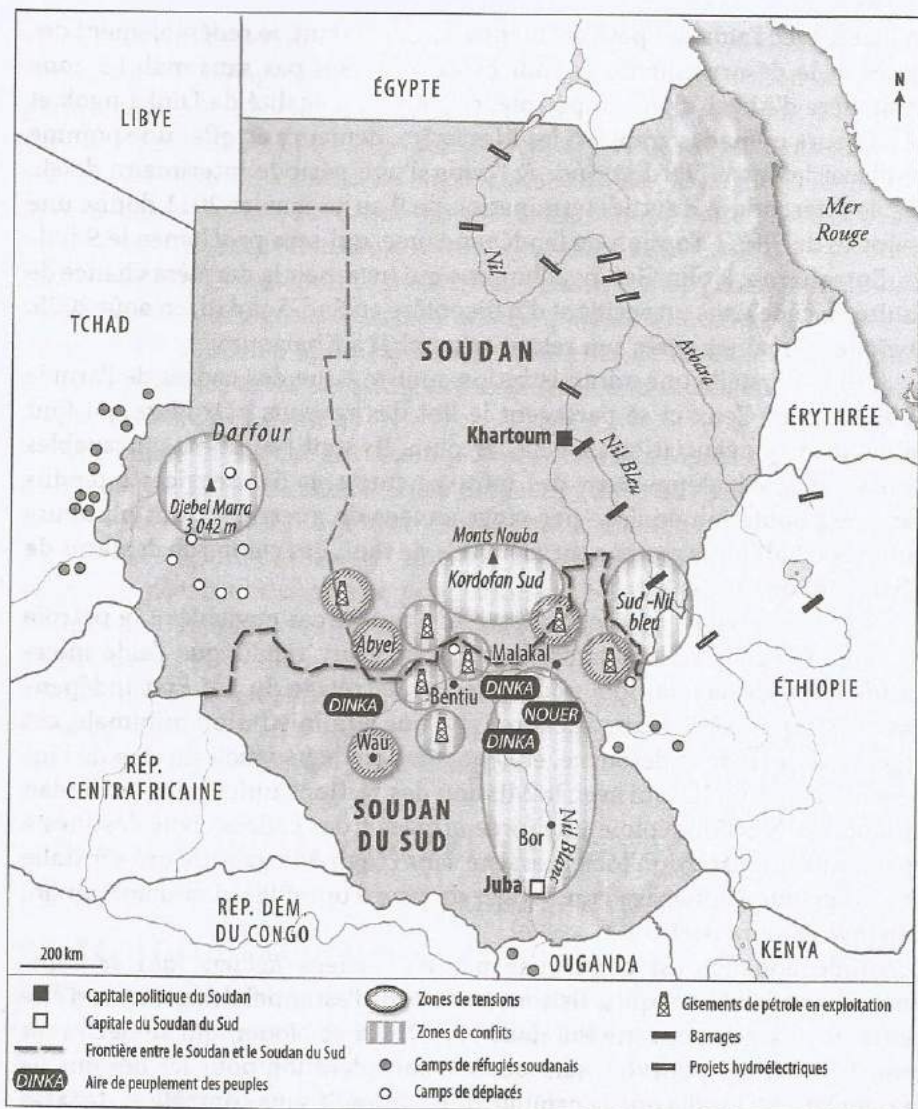


Figure 19 Pétrole et terres fertiles, facteurs de conflits au Soudan

Source : Marc Lavergne, 2015.

Le gouvernement pléthorique (53 membres) mais incompétent doit faire face à plusieurs défis dans sa relation avec le Soudan, avec lequel doit être réglée la succession d'État :

Dès juillet 2011, le Sud crée sa propre monnaie, la livre soudanaise du Sud, à parité avec celle du Nord. Le Nord voit ainsi s'échapper l'espoir d'un levier sur la politique économique et monétaire du Sud, et d'asseoir la solidité de sa monnaie sur les revenus pétroliers du Sud.

Environ 4 millions de Sudistes et leurs descendants, réfugiés au Nord depuis le début de la guerre civile en 1983, y ont fait souche, tandis que d'autres y sont fonctionnaires de l'État soudanais. À l'inverse, des communautés originaires du Nord sont implantées parfois depuis des générations dans les villes du Sud : ce sont les Jellaba, qui y détiennent le commerce de gros et de détail. Les Sudistes considérés au Nord comme une 5^e colonne sont expulsés au Sud, et spoliés de tous leurs biens au Nord, sans que le gouvernement n'ait rien prévu pour leur accueil.

La question du partage des recettes pétrolières entre le Nord et le Sud se focalise sur des régions frontalières contestées comme le district d'Abyei, dont le sort n'est toujours pas réglé, à la suite du refus du Nord d'organiser la consultation promise, sur fond de désaccord quant à la définition du corps électoral. Après un affrontement armé, la région est désormais sous contrôle d'un corps de Casques bleus éthiopiens.

Mais le différend concerne aussi le montant des *royalties* à verser par le Sud pour le transit du brut à travers le territoire du Nord, seul débouché possible, par l'oléoduc qui conduit à la mer Rouge. Il s'agit d'une ressource vitale pour le Sud, mais également pour le Nord qui a perdu les 3/4 de ses recettes pétrolières avec l'indépendance du Sud. Le régime a désormais du mal à entretenir son appareil de sécurité, à choyer son armée et à répondre aux besoins de la population urbaine. Dès l'été 2011, en écho aux révolutions arabes, la jeunesse de Khartoum et des grandes villes de province manifeste dans de violentes émeutes son mécontentement devant la vie chère et l'absence de débouchés. Après des mesures de rétorsion réciproques (fermeture de l'oléoduc, soutien à des mouvements rebelles de part et d'autre), le Sud lance une opération militaire et s'empare pour quelques jours du gisement du champ pétrolier contesté de Heglig en avril 2012. Même si un accord précaire a pu être trouvé sur le montant des royalties et des compensations à verser au Nord par le Sud, celui-ci n'en est pas moins déterminé à trouver un débouché alternatif en direction du port de Lamu, au Kenya.

Le tracé de la frontière commune, longue de 2 400 km, est contesté par le Sud en de nombreux endroits, depuis la période coloniale où les intérêts du Nord avaient été systématiquement privilégiés par les Britanniques. Des affrontements armés ont eu lieu à de nombreuses reprises depuis lors, et la question de l'accès des pâturages du Sud, en saison sèche, pour les groupes d'éleveurs nomades du Nord (les Baggara) demeure cruciale. La frontière a ainsi été fermée par le Nord, empêchant ses commerçants de ravitailler les villes du Sud comme Wau, reliée à Khartoum par un chemin de fer, mais inaccessible depuis Juba.

L'incapacité à traiter ces litiges a trouvé sa conclusion depuis décembre 2013, dans une guerre civile dévastatrice dont nul ne saurait prédire l'issue.

La guerre civile au Sud : fatalité africaine ou échec américain ?

Le 23 juillet 2013, le président Salva Kiir limoge son vice-président Riak Machar, celui-ci ayant exprimé sa volonté de lui succéder à la tête du pays à l'échéance de 2015. Celui-ci, qui s'était rebellé contre John Garang dès 1991, n'a jamais caché son ambition, depuis qu'il a rallié le mouvement en vue de l'indépendance. Il rassemble autour de lui nombre de mécontents, chez ses contributeurs nouer, grande tribu du Soudan, mais aussi parmi les cadres du pouvoir de toutes origines ethniques, effarés par la conduite des affaires.

Le 15 décembre, des combats éclatent à Juba entre le SPLA (Sudan People's Liberation Army), qui tient lieu d'armée nationale, et des miliciens favorables à Riek Machar. D'autres affrontements éclatent dans les villes qui bordent le Nil, comme Bor et Malakal, et dans les régions pétrolifères du nord (Bentiu). Les compagnies pétrolières étrangères chinoises et malaysienne doivent évacuer leurs techniciens et cesser leurs opérations.

Le 20 janvier 2014, le gouvernement affirme avoir repris le contrôle de ces villes, mais au prix de milliers de morts et de centaines de milliers de déplacés. Le 23 janvier, un cessez-le-feu est conclu à Addis-Abeba, mais il est rompu trois jours plus tard, autour des villes de Leer, de Bentiu et de Malakal, en présence de la MINUSS impuissante et d'une prudente abstention des puissances occidentales et de la communauté internationale.

Ce n'est que le 9 mai 2014 que Salva Kiir et Riek Machar se rencontrent à Addis-Abeba pour un cessez-le-feu qui sera violé dès le début de la semaine suivante. On estime le nombre des déplacés à 1,2 million, lesquels sont par ailleurs menacés de famine. Une nouvelle rencontre le 11 juin aboutit à un accord – sans suite – sur la formation d'un gouvernement de transition. Les tentatives de médiation du Conseil de sécurité au mois d'août n'ont pas plus de succès et la guerre de positions se poursuit depuis lors dans l'indifférence générale. En juin 2015, la ville de Malakal est prise par les rebelles commandés par le général Johnson Olony puis reprise en juillet par les forces gouvernementales, et l'UNICEF, qui comme toute l'armée onusienne, se distingue par son incapacité, révèle toute l'horreur des atrocités commises de part et d'autre contre la population. On estime à l'été 2015 que plus de 500 000 habitants ont fui le pays vers l'Éthiopie ou l'Ouganda et que près de 2 millions de personnes errent d'un lieu à un autre dans le pays.

Les pays voisins sont inquiets de cette déstabilisation du nouvel État. Si Khartoum joue sur les deux tableaux, selon une tradition bien ancrée de « *divide and rule* », soutenant le gouvernement « légal » de Salva Kiir et armant en sous-mains les forces de Riek Machar, l'Ouganda a pris fait et cause pour Salva Kiir et l'Éthiopie, qui abrite le siège de l'Union africaine

et anime l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development) cherche avec le soutien de Thabo Mbeki, ancien président sud-africain, une solution durable à la crise. Le Kenya est quant à lui plus préoccupé par ses difficultés internes, et par la menace des *shebabs* somaliens, soutenus par Khartoum.

Khartoum poursuit en effet, malgré la perte de ses revenus pétroliers et amputé du tiers fertile de son territoire, un activisme régional qui lui donne une capacité de nuisance sur la scène internationale. Le régime du président Omar el-Béchir, toujours sous mandat d'arrêt de la Cour Permanente Internationale, cultive en effet des liens étroits avec les mouvements djihadistes du Sahel, de la Corne de l'Afrique, aussi bien qu'avec l'Iran et le Hamas. Il est actif de la Somalie au Sahara, en passant par la Centrafrique, le Tchad, la Libye et le nord du Nigeria, jouant ainsi avec succès de la dissuasion du faible au fort et de la myopie des États occidentaux qui croient voir en lui un facteur de stabilisation régionale et un acteur « *business friendly* ».

Adeptes du double langage, le régime militaro-islamiste de Khartoum, qui avait obtenu les financements de grands établissements de crédit comme la BNP, en dépit de l'embargo américain, tente désormais de se faire passer pour un allié de l'Occident, en rejoignant la Croisade des monarchies du Golfe appuyées par l'Occident contre la rébellion houthiste au Yémen.

Il n'en poursuit pas moins également sur la scène intérieure ses buts de guerre, écrasant impunément sa propre population au Darfour, dans les monts Noubas et au sud du Nil Bleu sous un déluge de bombes, alimentant le flot ininterrompu d'hommes et de femmes qui traversent le Sahara, puis la Méditerranée, au péril de leur vie pour chercher refuge en Europe.